ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 24 janvier 1980, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative au maintien en service des officiers subalternes au-delà de la limite d'âge", a donné le 11 février 1980 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e januari 1980 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de indiensthouding boven de leeftijdsgrens van lagere officieren", heeft de 11e februari 1980 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé suivant reflèterait mieux les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été exposées par l'officier délégué :

"Projet de loi relative au maintien en activité de certains officiers subalternes admis dans le cadre de réserve".

+

Le projet devrait être précédé d'un arrêté de présentation rédigé comme suit :

"BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit : ...".

.../...

DISPOSITIF.

Il conviendrait de préciser dans un article premier le champ d'application du projet de loi et de reprendre dans cet article les dispositions de l'article 6 du projet.

Le texte suivant est proposé :

"Article ler.-

La présente loi s'applique aux officiers subalternes de carrière ou de complément qui sont mis à la pension et qui ont demandé leur admission dans le cadre de réserve, à l'exception :

1° des officiers faisant partie du personnel navigant aérien breveté;

2° des officiers qui, au moment où ils atteignent la limite d'âge, sont utilisés dans un ministère ou dans un organisme d'intérêt public, conformément aux dispositions relatives à la mobilité des membres des forces armées;

3° des officiers de la gendarmerie".

Article ler du projet (devenant l'article 2).

Tenant compte du texte proposé précédemment, le paragraphe ler devrait être rédigé comme il sera suggéré ci-après.

.../...

Par ailleurs, l'alinéa 2 du paragraphe 1er donne à penser que le Ministre aurait la faculté de maintenir les bénéficiaires du projet en activité pour une durée de trois années alors que, suivant l'officier délégué et conformément d'ailleurs à l'article 3, § 2, du projet, l'intention du Gouvernement est de limiter la portée de la mesure à une année, cette mesure étant toutefois renouvelable deux fois.

Dans le texte qui sera proposé, il est prévu également que les renouvellements de la mesure ont lieu aux mêmes conditions que celles qui s'imposent lors de la première décision. Cette rédaction permettra de simplifier celle du paragraphe 2 de l'article 3.

+

Les mots "et leur catégorie" désignent, suivant l'officier délégué, les catégories pour lesquelles des dispositions spécifiques ont été prises en vue de fixer les limites d'âge. Comme ces dispositions ont les unes et les autres pour objet de fixer une limite d'âge par rapport à un grade, les mots en question paraissent superflus et peuvent être omis.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er :

.../...

"§ ler. Les officiers visés à l'article ler peuvent être autorisés par le Ministre de la Défense nationale, sur avis favorables de leurs chefs hiérarchiques, à être maintenus en activité au-delà de la limite d'âge fixée pour leur grade.

La mesure de maintien en activité vaut pour une période d'un an. Elle peut être renouvelée à deux reprises pour la même durée et aux mêmes conditions".

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Le maintien en activité prend effet le jour où l'officier est admis dans le cadre de réserve ou, le cas échéant, à la fin de la période en cours".

Article 2 du projet (devenant l'article 3).

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

Les officiers de réserve maintenus en activité par application de l'article 2 ne sont pas compris dans les effectifs maxima en officiers fixés aux articles ler et 2 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées".

.../...

Article 3 du projet (devenant l'article 4).

Le paragraphe 2 semble subordonner le renouvellement de la mesure de maintien en activité à des conditions moins strictes que celles qu'impose l'article 1er, paragraphe 1er, du projet, pour la mesure initiale.

Suivant l'officier délégué il n'en est pas ainsi.

C'est la raison pour laquelle, dans le texte proposé ci-dessus pour l'article 2 (ancien article 1er), il a été précisé que le renouvellement a lieu aux mêmes conditions que celles auxquelles la mesure initiale est soumise.

Cette précision étant fournie dans cette dernière disposition, l'alinéa 1er du paragraphe 2 est superflu et doit être omis.

Aux termes de l'alinéa 2 du paragraphe 2 :

> "Si cette autorisation est refusée, l'officier en est avisé au moins un mois avant la fin de la période en cours".

Ainsi rédigée, cette disposition n'est applicable qu'au refus de renouvellement de la mesure de maintien en activité de service.

Suivant l'officier délégué, l'intention du Gouvernement est d'imposer la même notification dans le cas où un refus est opposé à la première demande de maintien en activité.

.. ./...

Le système ainsi établi crée toutefois une difficulté du point de vue de la sécurité juridique. En effet, il ne prévoit aucune décision explicite ni, à plus forte raison, aucune notification de cette décision dans le cas où le Ministre statue favorablement sur la demande de maintien en activité. D'une manière générale, il serait souhaitable que toute décision implicite soit exclue.

Il va de soi, pour le surplus, que l'exigence d'une décision explicite à notifier dans un délai déterminé devrait avoir pour conséquence d'imposer d'autres délais pour l'introduction des demandes de maintien en activité.

+

§ 3. La position de non-activité pour les officiers de réserve n'est réglée dans le chapitre IV de la loi du 1er mars 1958 que pour l'officier de réserve mobilisé.

Aucune disposition de cette loi ne règle la position de non-activité pour les autres officiers de réserve. Il conviendrait que cette lacune soit comblée.

Le texte suivant est proposé pour l'article 4 (article 3 du projet) :

"Article 4.-

§ 1er. L'officier visé à l'article 2 introduit sa demande de maintien en activité au moins ... avant sa mise à la pension ou avant l'expiration de la première ou de la seconde période de maintien en activité.

.../...

Le Ministre statue sur la demande un mois au moins avant la mise à la pension de l'officier ou avant l'expiration de la première ou de la seconde période de maintien en activité. La décision est notifiée sans délai à l'officier intéressé.

§ 2. Est compris dans la période de maintien en activité, le temps pendant lequel l'officier est en position de non-activité ou suspendu par mesure d'ordre conformément aux dispositions prévues pour les officiers de carrière".

Article 4 du projet (devenant l'article 5).

Au paragraphe 1er, les mots "maintien en service visé à l'article 3" doivent être remplacés par "maintien en activité".

Au paragraphe 2, l'officier délégué expose que la proposition doit émaner du chef hiérarchique immédiat de l'officier et être accompagnée d'un avis des autres chefs hiérarchiques. Ce sont ces avis qui, en vertu de l'alinéa 2, doivent être visés par l'officier en cause.

Le texte pourrait, dès lors, être rédigé plus précisément comme suit :

"§ 2. Le Ministre de la Défense nationale peut à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, sur proposition du chef hiérarchique immédiat et après avis des autres chefs hiérarchiques, mettre fin au maintien en activité de l'officier dont la conduite ou la manière de servir ne donne pas satisfaction.

.../...

Les avis des chefs hiérarchiques sont visés par l'officier en cause, qui peut y joindre un mémoire".

Article 5 du projet (devenant l'article 6).

Au début de cet article,il y a lieu d'écrire :

"Les officiers de réserve maintenus en activité ...".

Article 7 du projet (devenant l'article 8).

Il convient d'écrire : "Le premier jour du trimestre civil ...".

---

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou de bedoeling van de Regering, zoals die door de gemachtigde officier te kennen is gegeven, beter weergeven indien het als volgt werd geredigeerd :

"Ontwerp van wet betreffende het in werkelijke dienst houden van sommige lagere officieren die tot het reservekader zijn toegelaten".

+

Aan de tekst zou een als volgt te redigeren indieningsbesluit moeten voorafgaan :

"BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging is gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt : ...".

.../...

ARTIKELEN.

In een eerste artikel zou de werkingssfeer van het wetsontwerp moeten worden omschreven en zouden derhalve de voorzieningen van artikel 6 van de ontwerp-tekst moeten worden opgenomen.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 1.-

Deze wet is van toepassing op de lagere beroepsofficieren en op de lagere officieren van het aanvullingskader die gepensioneerd zijn en gevraagd hebben om in het reservekader te worden opgenomen, met uitzondering van :

1° de officieren die deel uitmaken van het gebrevetteerd varend personeel van de luchtmacht;

2° de officieren die, op het tijdstip dat zij de leeftijdsgrens bereiken, gebezigd worden in een ministerie of in een instelling van openbaar nut, overeenkomstig de bepalingen betreffende de mobiliteit der leden van de krijgsmacht;

3° de officieren van de rijkswacht".

Artikel 1 van het ontwerp (dat artikel 2 wordt).

Gelet op de eerder voorgestelde tekst zou paragraaf 1 moeten worden geredigeerd zoals hierna in overweging wordt gegeven.

.../...

Het tweede lid van paragraaf 1 wekt de indruk dat de Minister de begunstigden van de ontwerp-wet gedurende drie jaar in werkelijke dienst kan houden, terwijl het volgens de gemachtigde officier, en overigens overeenkomstig artikel 3, § 2, van het ontwerp, in de bedoeling van de Regering ligt de reikwijdte van de maatregel te beperken tot één jaar, welke maatregel evenwel tweemaal kan worden verlengd.

In de voorgestelde tekst wordt eveneens bepaald dat bij verlenging van de maatregel dezelfde voorwaarden gelden als bij de eerste beslissing zijn opgelegd. Door de voorgestelde lezing zal ook de tekst van paragraaf 2 van artikel 3 vereenvoudigd kunnen worden.

+

De woorden "en hun categorie" duiden, volgens de gemachtigde officier, op de categorieën ten aanzien waarvan speciale voorzieningen zijn getroffen voor het bepalen van de leeftijdsgrenzen. Daar al die voorzieningen tot doel hebben een leeftijdsgrens vast te stellen in verhouding tot een graad, lijken de bedoelde woorden als overbodig te kunnen vervallen.

Voor paragraaf 1 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. De in artikel 1 bedoelde officieren kunnen door de Minister van Landsverdediging, na gunstig advies van hun hiërarchische chefs, worden gemachtigd om in werkelijke dienst te blijven na het bereiken van de voor hun graad bepaalde leeftijdsgrens.

.../...

De maatregel tot het in werkelijke dienst houden geldt voor een jaar. Hij kan tweemaal worden verlengd voor dezelfde duur en onder dezelfde voorwaarden".

Voor paragraaf 2 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"§ 2. Het in werkelijke dienst houden gaat in de dag dat de officier tot het reservekader wordt toegelaten of, in voorkomend geval, bij het einde van de lopende periode".

Artikel 2 van het ontwerp (dat artikel 3 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

De reserveofficieren die op grond van artikel 2 in werkelijke dienst worden gehouden, zijn niet begrepen in de maximumgetalsterkte aan officieren, vastgesteld in de artikelen 1 en 2 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht".

Artikel 3 van het ontwerp (dat artikel 4 wordt).

Paragraaf 2 lijkt de verlenging van de maatregel tot het in werkelijke dienst houden afhankelijk te maken van minder strenge voorwaarden dan artikel 1, paragraaf 1, voor de eerste maatregel oplegt.

.../...

Volgens de gemachtigde officier is dat niet het geval.

Daarom is in de hierboven voor artikel 2 (oud artikel 1) voorgestelde tekst gepreciseerd dat de maatregel kan worden verlengd "voor dezelfde duur en onder dezelfde voorwaarden".

Nu die verduidelijking in de genoemde bepaling staat, moet het eerste lid van paragraaf 2 als overbodig vervallen.

Het tweede lid van paragraaf 2 luidt :

> "Wordt deze toelating geweigerd, dan wordt de officier hiervan verwittigd ten minste één maand voor het einde van de lopende periode".

Aldus geredigeerd, is die bepaling alleen van toepassing op de weigering om de maatregel tot het in werkelijke dienst houden te verlengen.

Volgens de gemachtigde officier bedoelt de Regering het zo dat die kennisgeving ook vereist is ingeval op een eerste aanvraag afwijzend wordt beschikt.

De aldus ingevoerde regeling levert nochtans een moeilijkheid op uit een oogpunt van rechtszekerheid. Zij voorziet immers niet in enige uitdrukkelijke beslissing noch, a fortiori, in enige kennisgeving van die beslissing ingeval de Minister gunstig beschikt op de aanvraag om in werkelijke dienst te worden gehouden. In het algemeen zou het wenselijk zijn impliciete beslissingen uit te sluiten.

.../...

Voorts hoeft het geen betoog dat de eis dat de beslissing uitdrukkelijk genomen en binnen een bepaalde termijn ter kennis gebracht wordt, moet meebrengen dat andere termijnen worden gesteld voor het indienen van de aanvragen om in werkelijke dienst te worden gehouden.

+

§ 3. De stand non-activiteit voor de reserveofficieren is in hoofdstuk IV van de wet van 1 maart 1958 alleen geregeld wat de gemobiliseerde reserveofficier betreft.

Geen bepaling van die wet regelt de stand non-activiteit voor de andere reserveofficieren. In die leemte zou moeten worden voorzien.

Voor artikel 4 (artikel 3 van het ontwerp) wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 4.-

§ 1. De officier bedoeld in artikel 2, dient zijn aanvraag om in werkelijke dienst te worden gehouden in ten minste ... voor zijn pensionering of voor het verstrijken van de eerste of van de tweede periode waarin hij in werkelijke dienst gehouden is.

De Minister beschikt op de aanvraag ten minste een maand voor de pensionering van de officier of voor het verstrijken van de eerste of van de tweede periode waarin deze in werkelijke dienst gehouden is. Van de beslissing wordt onverwijld kennis gegeven aan de betrokken officier.

.../...

§ 2. Tot de periode waarin de officier in werkelijke dienst gehouden is, wordt gerekend de tijd gedurende welke hij zich in de stand non-activiteit bevindt of bij ordemaatregel geschorst is overeenkomstig hetgeen voor de beroepsofficieren is bepaald".

Artikel 4 van het ontwerp (dat artikel 5 wordt).

In paragraaf 1 moeten de woorden "een einde stellen aan de indiensthouding bedoeld in artikel 3" worden vervangen door "het in werkelijke dienst houden doen eindigen".

In verband met paragraaf 2 verklaart de gemachtigde officier dat het voorstel moet uitgaan van de onmiddellijke hiërarchische chef van de officier en dat dit voorstel vergezeld moet gaan van een advies van de andere hiërarchische chefs. Die adviezen zijn het die krachtens het tweede lid door de betrokken officier moeten worden geviseerd.

De tekst kan ook nauwkeuriger als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. De Minister van Landsverdediging kan te allen tijde, met één maand opzegging, op voorstel van de onmiddellijke hiërarchische chef en na advies van de andere hiërarchische chefs, een einde maken aan het in werkelijke dienst houden van de officier wiens gedrag of wijze van dienen geen voldoening geven.

De adviezen van de hiërarchische chefs worden door de betrokken officier geviseerd; deze kan er een verweerschrift bijvoegen".

.../...

Artikel 5 van het ontwerp (dat artikel 6 wordt).

Dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"In werkelijke dienst gehouden reserveofficieren kunnen tijdens de periode dat zij in werkelijke dienst blijven, niet tot een graad van hoofdofficier worden bevorderd".

Artikel 7 van het ontwerp (dat artikel 8 wordt).

Dit artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 8.-

Deze wet treedt in werking de eerste dag van het kalenderkwartaal dat volgt op de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

---

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.